



SUD Protection Sociale 93 s'associe aux différents collectifs de citoyens et syndicats qui se mobilisent contre le projet du budget 2026 qui vise à faire 44 milliards d'euros d'économies en demandant des sacrifices inconsidérés aux travailleurs, aux travailleuses et aux familles les plus fragiles.

**SUD Protection Sociale 93 appelle à une mobilisation et une grève massive le 10 septembre 2025 et les jours suivants où que vous soyez.**

70% des Français interrogés se prononcent en faveur d'une grève le 10 septembre 2025 pour protester contre ces mesures envisagées.

**PAS D'ÉCONOMIES SUR NOTRE SANTÉ !**

Dans le privé comme dans le public, les arrêts maladies sont dans le viseur !

Le patronat propose **des jours de carence qui ne seraient payés ni par la Sécu ni par l'employeur** et voudrait **interdire le paiement de tout jour de carence dès le 3e arrêt de travail dans une même année.**

**Les 80 milliards d'exonérations de cotisations patronales sont autant d'euros en moins dans les caisses de la Sécu.**

**La sécu est bien évidemment concernée par les suppressions de postes.**

**Les franchises et participations forfaitaires vont doubler !**



Fort de son mépris envers les classes populaires et moyenne, le gouvernement veut :

*La suppression de 2 jours fériés, la remise en cause de la 5eme semaine de congés payés, l'ajout de jours de carences en cas en cas d'arrêt maladie, le doublement des franchises médicales, le gel des prestations sociales, la désindexation des pensions de retraites.*

*Ce n'est pas tout ! Le gouvernement veut : supprimer 3000 postes d'agents de la fonction publique (qui incluront forcément le personnel de la sécu) et de nombreuses agences de l'état, faire une contre-réforme de l'assurance chômage, un nouveau projet de loi pour faire reculer le droit du travail...*

**Nous ne pouvons pas accepter ces mesures draconiennes alors que les plus privilégiés ne seront pas impactés. Stop au mépris de ces gouvernants privilégiés ! Nous avons suffisamment payé ! NOUS NE PAIERONS PAS LEUR DETTE.**

**Toutes et tous en grève et dans les manifs le 10 septembre 2025**



### *Nos politiques sont bien lotis :*

700€ d'augmentation mensuelle pour les frais de mandat des sénateurs/rices, 305€ mensuel pour les député(e)s pour faire face à l'inflation. Le budget de l'Elysée qui passe de 102,5M€ en 2017 à plus de 125M€ en 2023. Les dépenses liées strictement à l'activité de Mme Macron s'élèvent à 309 484€ en 2023. Pas mal pour une personne qui n'a aucune fonction officielle. Un recours croissant aux cabinets de conseils. Pendant que ces nantis se gavent avec notre argent, iels nous demandent de nous serrer encore plus la ceinture pour résorber le déficit qu'iels ont creusé avec leurs décisions et politiques en faveur des grandes entreprises, des banques et des plus riches. Comme l'exonération de cotisations sociales (en moins pour le budget de la sécurité sociale) en constante augmentation et qui représente 75Mds€ en 2023, plus de 200Mds€ de cadeaux fiscaux tous les ans sans contrepartie, la suppression de l'ISF qui rapportait 4,5Mds€ (à comparer aux 4,2Mds€ espérés pour la suppression des 2 fériés). N'oublions pas la taxe Zucman qui visait à imposer de 2% les ultra-riches en tenant compte de leurs revenus réels et qui aurait rapporté 20 Milliard d'euros ...

### *Dans le même temps, pour nous depuis 2017 c'est l'austérité. Jugez plutôt :*

Augmentation du point d'indice en berne, suppression de deux jours fériés, 5e semaine de congés payés remise en cause avec sa monétisation, année blanche pour l'ensemble des prestations sociales, suppression de 3000 fonctionnaires, baisse des APL, doublement de la franchise médicale, réforme des retraites, réformes de l'assurance chômage, excluant nombre de bénéficiaires et permettant de baisser artificiellement le nombre de chômeurs/euses, réforme sur l'immigration plongeant encore plus dans l'incertitude nos collègues travailleuses et travailleurs sans titre de séjour, suppression des congés bonifiés, durcissement de la condition d'octroi de la prime d'installation, des budgets sécurité sociale et des hôpitaux en baisses constantes, 26000 lits d'hôpitaux fermés à fin 2023 depuis l'élection de Macron, jour de carence pour les fonctionnaires, baisse de 10% du salaire par jour d'arrêt pour les fonctionnaires, non reconnaissance en maladie pro de tous les agents hospitaliers contaminé·e·s du COVID, inflation importante ces dernières années, code du travail attaqué de toute part instaurant toujours plus de contraintes pour les salarié·e·s et de pouvoir pour les patrons, transformation des Comité d'Entreprise (CE) par le Comité Social et Économique (CSE) qui supprime des Instances Représentatives du Personnel (IRP) et qui limite encore plus le nombre de représentant·e·s du personnel, restrictions des libertés individuelles, limitation à 3 mandats syndicaux pour les représentant·e·s du secteur privé, attaque des ALD (Affection Longue Durée), obligation de travailler pour bénéficier du RSA (Revenu de Solidarité Active) à 646€, suppression de l'observatoire de la pauvreté en France pour "dissimuler" son explosion, la baisse de l'industrialisation, la banalisation de la parole raciste, sexiste et homophobe, **une plus grande criminalisation et répression de l'action syndicale**, création de barème pour les licenciements.

Nous pourrions continuer, mais le constat est clair et sans appel.

**Ces politicien·ne·s n'ont jamais travaillé et veulent encore nous faire payer et garder leurs privilèges. C'en est assez !**